



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
16 décembre 2019  
Français  
Original : anglais,  
Anglais, espagnol et français  
seulement

---

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

#### Première session ordinaire de 2020

11-13 février 2020

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire\*

### Descriptif de programme de pays

#### Cuba

##### *Résumé*

Le présent descriptif de programme de pays pour Cuba est soumis au Conseil d'administration pour examen et adoption selon la procédure d'approbation tacite à la présente session. Il inclut une proposition de budget indicatif global pour la période 2020-2024, soit un montant de 4 210 000 dollars à imputer sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 6 585 000 dollars à prélever sur les autres ressources, sous réserve du versement des contributions à des fins spéciales.

---

\* E/ICEF/2020/1.



## Raison d'être du programme

1. En 2018, à l'issue d'une étude portant sur 189 pays et territoires, Cuba a obtenu la 73<sup>e</sup> place au classement de l'indice de développement humain<sup>1</sup> et la 65<sup>e</sup> place au classement de l'indice d'inégalité de genre<sup>2</sup>, ce qui fait d'elle un pays à revenu intermédiaire supérieur<sup>3</sup>. Le taux de mortalité des moins de 5 ans est de 5 décès pour 1 000 naissances vivantes<sup>4</sup> tandis que l'espérance de vie des hommes est de 76,5 ans et celle des femmes de 80,45 ans<sup>5</sup>. Cuba fait face à un vieillissement de sa population. Ainsi, 20,4 % des habitants ont plus de 60 ans, les enfants et les adolescents représentent une proportion décroissante de la population totale (19,8 %) et le taux de fécondité des femmes s'élève à 1,65 enfant par femme.

2. Les politiques sociales adoptées par le pays garantissent l'égalité des chances et des droits de chacun, sans exclusion, ainsi que la protection contre tous les types de violence, un accès universel et gratuit à la santé et à l'éducation et un accès démocratique et participatif à la culture et au sport. Dans la constitution adoptée en février 2019, les enfants et les adolescents sont reconnus comme des titulaires de droits à part entière et la responsabilité incombant à l'État, à la société et aux familles de les protéger contre tous les types de violence et de veiller à leur plein développement y est mise en évidence. En 2017, le secteur de la santé publique et de l'assistance sociale et celui de l'éducation ont fait l'objet d'investissements sociaux s'élevant à respectivement 17,4 % et 6,2 % du produit intérieur brut (PIB)<sup>6</sup>.

3. En 2015, Cuba est devenue la première nation au monde à éliminer la transmission mère-enfant du VIH et la syphilis congénitale, statut que l'Organisation mondiale de la Santé a recertifié en 2017. Le taux de mortalité infantile, qui s'élève à 4 décès pour 1 000 naissances vivantes, est resté stable, 99,5 % des enfants ayant atteint leur cinquième anniversaire. Un programme national de vaccination, dans le cadre duquel sont proposés des vaccins gratuits et accessibles contre 13 maladies, profite à 95 % de la population.

4. En 2017, l'UNICEF a signalé que Cuba faisait partie des 15 pays au monde dont les politiques sociales donnaient aux enfants le meilleur départ possible dans la vie, grâce notamment à : la fourniture d'une éducation universelle gratuite pendant les deux premières années ; l'octroi d'au moins six mois de congé de maternité payé ; et l'octroi de 12 mois de congé parental payé après la naissance. Le pays mène une politique culturelle inclusive reposant sur un système d'institutions communautaires et voit la culture comme un moyen d'éducation et de transformation sociale. Afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte, il est prévu dans les politiques nationales que les territoires moins développés et les populations vulnérables fassent l'objet d'un traitement différencié.

5. Le Plan national de développement économique et social à l'horizon 2030 vise à maintenir l'accès universel aux services sociaux, de même que la sécurité et la protection publiques, à améliorer la qualité des services fournis et à garantir l'égalité

<sup>1</sup> Programme des Nations Unies pour le développement, *Indices et indicateurs du développement humain : mise à jour statistique de 2018*, 2018, données récoltées en 2017.

<sup>2</sup> Ibid., données de 2017.

<sup>3</sup> World Bank Country and Lending Groups, classement de pays (voir la page Web <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519>, consultée le 24 octobre 2019).

<sup>4</sup> UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2019*, UNICEF, New York, octobre 2019.

<sup>5</sup> Direction des dossiers médicaux et des statistiques sanitaires, Ministère de la santé publique, *Annuaire statistique sanitaire de 2018*, La Havane, 2019.

<sup>6</sup> Bureau national de la statistique et de l'information (Cuba), *Annuaire statistique de Cuba, 2017*. Comptes nationaux, Bureau national de la statistique et de l'information (édition de 2018).

des droits et devoirs de tous les citoyens, l'inclusion, la justice sociale et l'égalité des chances, dans le respect des principes de non-discrimination et de dignité humaine.

6. Dans le plan d'action national 2015-2020 pour les enfants, les adolescents et la famille, sont définies les priorités suivantes : promouvoir des modes de vie sains ; favoriser l'accès à une éducation de qualité pour la vie, ainsi que la pleine participation de la population, le développement physique et les loisirs ; garantir une protection intégrée de l'enfance ; encourager le respect des droits et la participation.

7. À Cuba, le revenu national brut par habitant est de 6 570 dollars (2013). Toutefois, la persistance et l'intensification de l'embargo économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique limitent l'accès du pays aux sources internationales de financement et causent un préjudice à sa population, en particulier les enfants et les adolescents. La grave crise économique des années 1990, la faible croissance du PIB (1,2 % en 2018) et les effets des ouragans et des sécheresses ont par ailleurs compliqué le contexte social.

8. Le taux de mortalité maternelle est resté constant au cours des cinq dernières années. En 2018, 43,8 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes ont été enregistrés. Au total, 33,2 % des enfants de moins de six mois sont exclusivement nourris au sein et 24 % des enfants de 20 à 23 mois continuent d'être allaités<sup>7</sup>. Les infections d'origine communautaire, telles que les infections respiratoires aiguës et les maladies diarrhéiques aiguës, sont la principale cause de consultation médicale chez l'enfant. Elles représentent également la troisième cause de décès chez les enfants de moins d'un an et la deuxième cause de décès chez les enfants d'âge préscolaire. Le vaccin combiné contre la rougeole, les oreillons et la rubéole n'est pas produit à Cuba pour des raisons technologiques et financières, d'où la nécessité pour le pays d'obtenir l'aide de la communauté internationale afin de garantir une protection universelle de sa population.

9. La proportion de jeunes enfants atteints de surpoids ou d'obésité s'élève désormais à 17,3 %. L'anémie ferriprive, principalement chez les enfants de 6 à 24 mois, pose par ailleurs un problème de santé publique<sup>8</sup>. Quant à la proportion de femmes enceintes souffrant d'anémie au cours de leur troisième trimestre de grossesse, elle est de 23,2 %<sup>9</sup>.

10. Les adolescentes et adolescents sont particulièrement vulnérables, en raison de l'âge – de plus en plus jeune – auquel ils commencent à avoir des relations sexuelles, de leur taux élevé de fécondité (54 naissances vivantes sur 1 000, dont 14 % en 2018 étaient le fait de mères adolescentes), ainsi que du risque qu'ils courent de contracter le VIH ou toute autre infection sexuellement transmissible (IST) en dépit de leur sentiment d'impunité sur la question (50 % des adolescents considèrent ainsi qu'il est peu probable de contracter l'une de ces maladies). Entre 2016 et 2017, les accidents, principalement de la route, ont été la plus grande cause de mortalité chez les enfants et les jeunes de 10 à 19 ans (8,3 décès sur 100 000 personnes en 2016 et 8,6 sur 100 000 en 2017).

11. Presque tous les enfants âgés de 6 à 11 ans (99,5 %) sont inscrits à l'école primaire et 83,5 % des adolescents âgés de 12 à 17 ans sont inscrits dans le secondaire.

<sup>7</sup> Enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS), Cuba, 2014.

<sup>8</sup> Institut national d'hygiène, d'épidémiologie et de microbiologie, étude nationale sur les facteurs de risque non nutritionnels en matière d'anémie, rapport sectoriel, La Havane 2017.

<sup>9</sup> Institut national d'hygiène, d'épidémiologie et de microbiologie, poste-sentinelles pour le suivi de la nutrition maternelle, rapport sectoriel, La Havane, 2017.

Les résultats obtenus à l'école primaire, notamment en mathématiques, en lecture, en écriture et en sciences, sont élevés et dépassent la moyenne régionale<sup>10</sup>.

12. Actuellement, 697 422 enfants âgés de 0 à 5 ans sont inscrits dans des programmes institutionnels et non institutionnels de soins à la petite enfance et d'éducation préscolaire. En tout, 76 % des enfants âgés de 3 à 5 ans, en particulier dans les provinces de l'ouest (80 % de participation), prennent part au programme « Éduquez votre enfant », dont 20,5 % des promoteurs sont des enseignants certifiés. En 2014, 18 % des pères d'enfants âgés de 36 à 59 mois se sont investis dans leur éducation<sup>11</sup>.

13. En 2012, 1,8 % des enfants cubains âgés de 12 à 17 ans, soit 41 374 enfants, souffraient d'un handicap<sup>12</sup>. Environ 57 % d'entre eux avaient des déficiences visuelles et intellectuelles. Il a par ailleurs été constaté que le taux de handicap parmi les enfants était plus élevé dans les zones rurales (2,1 %) qu'en milieu urbain. Entre 2017 et 2018, 33 975 enfants et adolescents handicapés (dont 34 % étaient des filles et 81 % avaient une déficience intellectuelle) ont étudié dans 355 écoles spéciales et 11 037 dans 1 978 écoles ordinaires.

14. En 2018, 594 adolescents handicapés (soit 14,5 % du total scolarisé dans des établissements d'enseignement professionnel) et des adolescents ayant essuyé un échec scolaire ont fréquenté 51 établissements d'enseignement professionnel pour acquérir les compétences nécessaires à leur intégration dans la société et le monde du travail<sup>13</sup>. Au total, 4 098 adolescents âgés de 13 ans ou plus (dont 84,7 % étaient des garçons) suivaient un programme de formation professionnelle de base (265 adolescents) ou avancée (3 833 adolescents)<sup>14</sup>.

15. À peine plus du tiers des ménages (36 %) a recours à diverses pratiques disciplinaires violentes. En moyenne, 21 % des enfants âgés de 1 à 14 ans sont victimes d'agressions psychologiques et 28 % d'entre eux subissent des châtiments corporels, avec des taux particulièrement élevés dans les régions du centre et de l'est. Les châtiments corporels graves sont toutefois moins courants et ne touchent que 2,5 % des enfants et des adolescents. Environ 4 % des femmes et 7 % des hommes interrogés ont cherché à justifier le recours à la violence dans la sphère familiale<sup>15</sup>.

16. Les adolescents de moins de 16 ans qui sont aux prises avec la justice font l'objet d'une procédure administrative et ne sont pas punis par les conseils de protection des mineurs (Consejos de Atención a Menores). Composés de spécialistes de différents secteurs, ces conseils sont chargés de proposer des mesures éducatives sur la base de recommandations émanant de centres de diagnostic et d'orientation ainsi que de centres d'évaluation, de soins et d'orientation destinés aux mineurs. Ils assurent également un suivi au niveau communautaire, en collaboration avec le Ministère de l'éducation et le ministère public. Les adolescents impliqués dans des délits graves sont envoyés dans des écoles où ils font l'objet d'un suivi et d'un encadrement spécifique, après que toutes les possibilités de réinsertion dans le milieu familial et communautaire ont été épuisées.

<sup>10</sup> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et Laboratoire latino-américain pour l'évaluation de la qualité de l'éducation, *Student achievement in Latin America and the Caribbean* (Réussite des étudiants en Amérique latine et dans les Caraïbes), premier rapport sur la deuxième étude explicative et comparative régionale, Santiago, 2008.

<sup>11</sup> MICS, Cuba, 2014.

<sup>12</sup> Pourcentage d'enfants handicapés : *Atlas de la infancia y la adolescencia en Cuba* (Atlas de l'enfance et de l'adolescence à Cuba), analyse basée sur le recensement de 2012 de la population et du logement, éditorial, Université de La Havane, 2017.

<sup>13</sup> Ibid.

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> MICS, Cuba, 2014.

17. Environ 450 enfants et adolescents dont aucun autre parent ne peut assumer la prise en charge résident dans 52 foyers pour enfants privés de protection familiale pour cause d'abandon ou en raison du décès, de l'emprisonnement ou de l'état psychiatrique de leurs parents.

18. En 2014, 26 % des femmes âgées de 20 à 24 ans s'étaient mariées ou unies pour la première fois avant l'âge de 18 ans<sup>16</sup>. En 2017, 898 femmes et 107 hommes âgés de 14 à 17 ans se sont mariés<sup>17</sup>.

19. En 2018, 56 % de la population avaient accès à Internet<sup>18</sup> et 1,87 million de Cubains disposaient de données mobiles sur leur téléphone, 5 000 nouveaux utilisateurs s'ajoutant quotidiennement à ce nombre<sup>19</sup>. L'accès croissant et toujours plus rapide aux technologies de l'information et de la communication et aux médias sociaux expose les enfants et les adolescents à un large éventail de contenus numériques et, partant, à des risques multiples.

20. Cuba est très vulnérable aux effets des changements climatiques, notamment à l'élévation du niveau de la mer, et risque à tout moment d'être frappée par un ouragan, un tremblement de terre ou une période de sécheresse. Bien que Cuba fasse partie des pays au monde les plus actifs en matière de réduction des risques liés aux catastrophes, ces dernières continuent d'y causer des dommages considérables, principalement pour les communautés vulnérables, et provoquent des pertes annuelles moyennes équivalentes à environ 4,6 % du PIB<sup>20</sup>.

21. Les obstacles financiers et technologiques qu'engendre la faible croissance économique, l'intensification de l'embargo économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique et les catastrophes naturelles sont autant de facteurs néfastes pour la qualité des services disponibles en matière de santé, d'éducation, de culture et de protection. Parallèlement, le manque de sensibilisation de la population et certaines normes socioculturelles empêchent l'adoption de comportements et de modes de vie sains et sûrs, ce qui nuit au bien-être des enfants et des adolescents et à l'exercice de leurs droits, en particulier dans les groupes de personnes vulnérables et à risque.

22. L'un des enseignements tirés du programme de pays précédent en matière de coopération concerne la mise en œuvre efficace de la stratégie de communication pour le développement. Outre les résultats obtenus s'agissant d'accroître l'implication des pères dans l'éducation de leurs enfants, de promouvoir des normes sociales favorisant l'égalité femmes-hommes et de supprimer les obstacles socioculturels entravant l'accès aux services sociaux, cette stratégie a permis une collaboration plus étroite avec les familles et un suivi systématique des résultats obtenus au niveau communautaire.

<sup>16</sup> Ibid.

<sup>17</sup> Bureau national de la statistique et de l'information, Annuaire démographique de Cuba, La Havane, 2017.

<sup>18</sup> Digital 2019: Essential Insights into How People Around the World use the Internet, Mobile Devices, Social Media, and E-Commerce (Aperçu de la façon dont les gens du monde entier utilisent Internet, les appareils mobiles, les médias sociaux et le commerce en ligne), Hootsuite, 2019.

<sup>19</sup> Granma, Conexión por datos 3G, ¿qué se hace para mejorarla? (Connection 3G, que fait-on pour l'améliorer ?) [www.granma.cu/cuba/2019-02-28/conexion-por-datos-3g-que-se-hace-para-mejorarla-28-02-2019-23-02-15](http://www.granma.cu/cuba/2019-02-28/conexion-por-datos-3g-que-se-hace-para-mejorarla-28-02-2019-23-02-15), consulté le 24 octobre 2019.

<sup>20</sup> Wallemacq, P. et R. House, *Economic Losses, Poverty and Disasters 1998-2017*, Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes, 2018.

## Priorités du programme et partenariats

23. Le programme est aligné sur trois des quatre résultats demandés dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2020-2024, ainsi que sur les buts et objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

24. Le programme sera mis en œuvre dans le cadre d'alliances stratégiques conclues avec le Gouvernement, aux niveaux national et territorial, des établissements universitaires, des organisations de la société civile et d'autres organismes des Nations Unies, sous la conduite et la coordination du Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger.

25. L'UNICEF mettra en œuvre le chapitre commun de son plan stratégique et de ceux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes). Au titre de ce chapitre, une approche différenciée sera appliquée en vue d'intégrer des mécanismes de participation des enfants dans les plans de développement nationaux et infranationaux.

26. L'UNICEF s'intéressera aux liens existant entre le développement et l'aide humanitaire et adoptera des approches intégrées en matière de préparation, de réactivité et de renforcement de la résilience, compte étant tenu de l'égalité des genres à chaque étape.

27. Cuba est parvenue à instaurer une couverture de santé et d'éducation universelle et affiche des indicateurs relatifs aux enfants qui sont supérieurs à la moyenne régionale. Le programme a donc pour objectif d'aider le pays à améliorer la qualité, l'efficacité et l'efficience des services disponibles en matière de santé, d'éducation, de culture et de protection. L'adhésion communautaire et la durabilité faisant partie intégrante des politiques nationales axées sur les enfants, l'UNICEF servira de catalyseur et partagera avec les parties intéressées sa vision des choses et son savoir-faire, encouragera le développement de leurs connaissances, modernisera leurs capacités, leur fournira les outils et le matériel nécessaire, contribuera à l'amélioration des environnements protecteurs destinés aux enfants, aux adolescents, aux familles et aux communautés et encouragera la participation de tous.

28. Le programme sera axé sur trois objectifs prioritaires – définis en consultation avec les acteurs nationaux et alignés sur le Plan national de développement économique et social à l'horizon 2030, sur les objectifs de développement durable et sur trois des cinq domaines d'intervention du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2018-2021 – à savoir : chaque enfant survit et s'épanouit, chaque enfant apprend et chaque enfant est protégé contre la violence et l'exploitation. Leur réalisation sera compliquée, entre autres, par la faiblesse des capacités institutionnelles, des activités de coordination intersectorielles et des partenariats, ainsi que par les normes sociales et culturelles en vigueur, les stéréotypes de genre et les comportements et pratiques à risque. Le programme entend contribuer à surmonter ces obstacles grâce à l'organisation d'activités de sensibilisation des institutions, des communautés, des familles, des enfants et des adolescents, de communication pour le développement, de coordination interinstitutionnelle et de renforcement des capacités.

29. Il sera tenu compte de la question de l'égalité des genres dans toutes les composantes du programme, conformément au Plan d'action 2018-2021 de l'UNICEF pour l'égalité des sexes, aux priorités définies en matière d'adolescence et au partenariat « Génération sans limites ». Le programme visera par ailleurs à aider le Gouvernement à promouvoir la santé intégrée des adolescents, les accouchements

humanisés, l'allaitement maternel et la procréation responsable, le but étant de lutter contre la répartition des rôles en fonction du genre, ainsi qu'à prévenir la double discrimination à l'égard des enfants handicapés, à encourager les inscriptions dans les écoles professionnelles, en fonction des intérêts et des capacités de chacun, et à mieux faire connaître le problème de la violence fondée sur le genre, tout en renforçant la culture juridique, dans le cadre de la nouvelle Constitution.

30. Sur la base des recommandations formulées par le Comité des droits de l'enfant dans ses observations finales sur Cuba (2011) et de l'observation générale n° 4 (2016) du Comité des droits des personnes handicapées sur le droit à l'éducation inclusive, l'accent sera mis dans le programme sur l'équité, la priorité allant aux enfants des zones géographiques qui affichent des indicateurs inférieurs à la moyenne nationale, aux enfants handicapés, aux enfants sans protection familiale et aux enfants ayant commis des actes assimilables à des infractions, ainsi que sur la prise de mesures visant à aider le Gouvernement à surmonter les défis se posant en matière de santé maternelle et infantile.

31. Conformément au plan national de lutte contre les changements climatiques (plan « Tarea Vida ») et au rapport sur les contributions déterminées au niveau national, le programme encouragera la participation des enfants à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets de réduction des risques liés aux catastrophes, renforçant ainsi la portée de l'action menée en faveur de l'aide humanitaire et du développement. Une attention particulière y sera en outre accordée aux problèmes des maladies à transmission hydrique, de la nutrition, de l'eau, de la salubrité et de l'hygiène dans les situations d'urgence, dans le cadre de travaux interinstitutions. On pourra par ailleurs compter sur l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour ce qui est d'aider le Gouvernement à se relever sur le plan psychosocial après une catastrophe.

32. Une stratégie intégrée et multisectorielle de communication pour le développement, qui reposera sur des données factuelles, sera utilisée pour faire évoluer les mentalités et les comportements et encourager une transformation des normes sociales, l'objectif étant d'améliorer la santé, l'éducation et la protection des enfants et des adolescents. Des activités de renforcement des capacités des acteurs concernés et une stratégie de gestion des connaissances seront par ailleurs mises en œuvre pour contribuer à améliorer la qualité des services fournis. L'UNICEF facilitera la coopération Sud-Sud aux fins du partage de politiques publiques, de bonnes pratiques, de méthodologies, d'innovations et de connaissances sur le thème des droits de l'enfant. Le potentiel que possède Cuba en matière de coopération Sud-Sud dans les efforts de réduction des risques liés aux catastrophes, même au-delà de la région, mérite d'être souligné.

33. Afin de veiller à l'adéquation et à la durabilité des interventions soutenues par l'UNICEF, le Gouvernement participe à leur organisation et à leur gestion, tout en priorisant la stabilité politique et le bien-être des enfants. Le Gouvernement garantit une couverture sociale gratuite et universelle à la population, en particulier aux groupes vulnérables, notamment les enfants, les adolescents et les femmes enceintes. Il s'assure également de l'accès aux communautés et à l'information, et fournit l'infrastructure, les ressources humaines et la logistique voulues.

### **Chaque enfant survit et s'épanouit**

34. Cette composante du programme visera à éliminer les obstacles entravant la fourniture de services sanitaires et nutritionnels de qualité aux mères, aux enfants et aux adolescents et, partant, à garantir le bien-être et le développement des enfants, des adolescents et de leurs familles dans les territoires prioritaires, y compris en cas d'urgence. En complémentarité avec d'autres secteurs, elle aura pour but de maintenir



les acquis en matière de soins de santé maternelle et infantile vitaux et d'intensifier les efforts déployés pour garantir une meilleure qualité de vie aux enfants de tout âge ainsi que leur bien-être, et ce depuis leurs premières années et jusqu'à la fin de leur adolescence. Elle favorisera en outre l'adoption de pratiques positives et l'amélioration des connaissances et des compétences des professionnels, des enfants, des adolescents, des familles et des communautés en ce qui concerne le genre, les normes sociales, les croyances culturelles et les modèles éducatifs.

35. Une fois que le système de santé permettra la fourniture de services intégrés de qualité et que les enfants, les adolescents et leurs familles seront maîtres de leurs droits, auront accès à des soins de santé intégrés et adopteront des pratiques positives et des comportements sains tenant compte de l'égalité des genres, les enfants et les adolescents auront de meilleures chances de survivre et de s'épanouir, même dans des situations d'urgence.

36. En partenariat avec d'autres secteurs et avec la participation de la communauté, on s'attachera, dans le cadre de cette composante, à sensibiliser les agents sanitaires primaires et à en renforcer les capacités, au moyen d'activités de plaidoyer, de communication pour le développement et de formation, afin d'encourager de meilleures pratiques d'allaitement et de prévenir l'anémie, le surpoids et l'obésité. Il s'agira également de combler les lacunes en matière d'information sur la nutrition des enfants et des adolescents, filles comme garçons.

37. Toujours en partenariat avec d'autres secteurs et avec la participation de la communauté, il sera également question, dans le cadre de cette composante, de renforcer les capacités des professionnels de la santé en matière d'accouchement humanisé, de prévention et de détection précoce des risques pendant la grossesse, et de soins de santé intégrés pour les enfants, en particulier durant les 1 000 premiers jours de vie. Divers outils seront utilisés pour évaluer la qualité des soins prodigués et repérer les signes avant-coureurs des maladies infantiles les plus fréquentes, et l'on s'attellera à promouvoir des modes d'éducation participatif et responsable.

38. Cette composante aura pour objet de donner suite aux engagements pris dans le pays par l'UNICEF ainsi qu'à ses principes de programmation pour l'adolescence, dans le cadre d'activités de renforcement des capacités passant par la fourniture d'outils et de matériel essentiels aux professionnels de la santé et à des travailleurs d'autres secteurs, le but étant de leur permettre d'apporter aux adolescents des soins de santé qui soient intégrés et multisectoriels et tiennent compte des questions de genre. Elle sera en outre axée sur le renforcement des capacités et de la résilience et appuiera la participation effective des adolescents aux activités menées en vue de promouvoir l'adoption de comportements sains et de prévenir les risques d'accidents de la route et de contagion par des maladies sexuellement transmissibles, dont le VIH.

39. L'UNICEF collaborera avec des institutions gouvernementales à tous les niveaux, notamment le Ministère de la santé publique et celui de l'éducation, le Centre d'études sur la jeunesse, la Commission nationale de la sécurité routière et l'École nationale de santé publique. Conformément aux priorités figurant dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, il s'attachera en outre à coopérer plus étroitement avec d'autres organismes, tels que l'Organisation panaméricaine de la santé et l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme alimentaire mondial, le PNUD et le FNUAP, dans les domaines de la nutrition, de la prévention des maladies et de la santé intégrée des adolescents. Enfin, l'UNICEF collaborera avec des acteurs des secteurs de l'éducation et de la protection pour prévenir l'anémie, le surpoids et l'obésité, ainsi que pour traiter les problèmes d'eau et de salubrité dans les situations d'urgence.



### Chaque enfant apprend

40. On s'attardera, dans cette composante, sur la qualité de l'éducation inclusive pour les jeunes enfants handicapés, tant dans les écoles classiques que professionnelles, ainsi que sur l'importance accordée à cette question dans les stratégies de réduction des risques liés aux catastrophes. En procédant, de la sorte, on contribuera à ce qu'un plus grand nombre d'enfants, y compris vivant dans des territoires vulnérables aux catastrophes, aient accès à une éducation inclusive, de qualité et pertinente, même dans les situations d'urgence. Le renforcement des connaissances et des compétences des enseignants, des enfants, des adolescents et des familles se traduira par un meilleur soutien éducatif et un changement des mentalités, ce qui profitera aux enfants et aux adolescents en favorisant leur inclusion dans la société et en augmentant leur résistance aux catastrophes et aux changements climatiques.

41. Le succès du programme repose sur la fourniture de services inclusifs et de qualité par les enseignants, qui permettra les améliorations suivantes : les enfants et les adolescents vulnérables sont à l'abri de la stigmatisation et bénéficient d'un accès égal à l'éducation ; les familles et les pourvoyeurs de soins adoptent des modèles de parentalité et de coresponsabilité positifs et participent à l'éducation des enfants et des adolescents ; les enfants, les adolescents, les familles et les communautés sont plus résistants aux risques de catastrophes et aux effets des changements climatiques ; les enfants et les adolescents disposent de meilleurs outils d'apprentissage et de développement.

42. Il sera question, dans cette composante, de répondre à la demande non satisfaite de services de garde d'enfants et à la nécessité d'améliorer la qualité des services institutionnels et non institutionnels relatifs au développement des jeunes enfants. La composante visera à renforcer les connaissances et les capacités des éducateurs, des enfants, des adolescents et des familles, à plaider en faveur d'une amélioration de la qualité de l'éducation inclusive pour les enfants et les adolescents vulnérables, et à encourager un comportement parental responsable.

43. Le programme aura également pour objectif la mise en œuvre d'un nouveau modèle d'apprentissage permettant de préparer les adolescents des écoles professionnelles à la vie active et d'en favoriser l'intégration, conformément aux priorités définies par l'UNICEF en matière d'adolescence, au partenariat « Génération sans limites » et au cadre de compétences pour la vie, l'emploi et l'accès à un travail décent en cours d'élaboration. Les enseignants et les responsables de 51 écoles professionnelles contribueront à affiner le modèle en développant et en échangeant de nouveaux concepts, modèles de parentalité positifs, valeurs et projets de vie.

44. Destiné aux enseignants et aux familles rurales, le programme visera à lutter contre les obstacles entravant l'intégration sociale et éducative, ainsi que contre le manque de connaissances, les perceptions et pratiques parentales néfastes et les risques que présentent les catastrophes et les changements climatiques pour les enfants, les adolescents, les familles et les communautés. Il sera axé sur le renforcement des capacités des enseignants ruraux en matière d'éducation inclusive, sur la fourniture d'outils pédagogiques aux familles, aux enseignants et aux communautés et sur la sensibilisation de ces parties, ainsi que sur la production de données probantes destinées à promouvoir l'inclusion et la participation.

45. Le programme tendra à améliorer la perception de l'approche multirisque des catastrophes en faisant des enfants et des adolescents des agents de changement, en renforçant les capacités et les connaissances nécessaires à la conception de plans de réduction des risques de catastrophe destinés aux éducateurs et aux communautés, en

augmentant les espaces de participation et de plaidoyer, et en soutenant la gestion des connaissances.

46. Des synergies intersectorielles existeront entre le programme et la composante santé, ce qui permettra la promotion de modèles d'éducation positifs et la prise de responsabilités par les hommes en matière de soins aux enfants et d'éducation. Des liens similaires le reliant à la composante protection contribueront à prévenir la violence dans les écoles et les foyers, en particulier contre les enfants et les adolescents vulnérables.

47. L'UNICEF collaborera avec des institutions gouvernementales à tous les niveaux, dont différents départements du Ministère de l'éducation, du Ministère de la santé publique et du Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement, ainsi qu'avec le Centre latino-américain de référence pour l'éducation préscolaire, la Federación de Mujeres Cubanas, le Centre latino-américain de référence pour l'enseignement spécialisé, la Défense civile nationale et la Croix-Rouge cubaine.

### **Chaque enfant est protégé contre la violence et l'exploitation**

48. Cette composante portera sur la qualité des services de prévention et d'intervention fournis en cas de violence de tout type contre des enfants. Elle visera à renforcer les capacités de protection des groupes se trouvant en situation complexe de vulnérabilité, notamment des personnes responsables d'actes pouvant être considérés comme criminels et s'accompagnant de comportements sociaux aggravés, et les victimes ou témoins de crimes, de sorte qu'un plus grand nombre d'enfants et d'adolescents des groupes et régions prioritaires bénéficient de services de prévention et de protection et d'un accès à des espaces libres de violence.

49. Les principaux obstacles à surmonter dans le cadre de cette composante ont trait à la méconnaissance du droit à la protection contre la violence sous toutes ses formes (notamment la violence fondée sur le genre et la violence numérique) et contre ses conséquences, à l'insuffisance des données relatives aux déterminants comportementaux de la violence, et aux lacunes constatées en matière d'offre et de demande de services de prévention, de conseil et de soins de qualité qui tiennent compte des questions de genre.

50. Une fois les institutions et les professionnels œuvrant dans le domaine de la protection mieux équipés pour fournir des services de qualité de prévention et de protection contre la violence, les enfants et les adolescents disposeront de connaissances et de compétences leur permettant de revendiquer leur droit à une vie exempte de violence. Ces progrès se feront également ressentir sur les familles, les pourvoyeurs de soins et les communautés, qui considéreront tous les types de violence comme inacceptables et nuisibles et adopteront des comportements parentaux positifs, les enfants et les adolescents grandissant alors dans un environnement exempt de violence et jouissant d'un bien-être accru.

51. Cette composante permettra en outre de renforcer les capacités des communautés et des institutions et de promouvoir les espaces de protection. Les activités de plaidoyer menées auprès de celles-ci ainsi que des familles, des enfants et des adolescents contribueront à sensibiliser les décideurs, les professionnels de différents secteurs, les institutions, les communautés, les familles et les pourvoyeurs de soins à la violence dont sont victimes les enfants et aux mécanismes de prévention et d'intervention existants. La création d'outils éducatifs et de communication contextualisés et fondés sur des données factuelles et les activités de formation aideront à mettre davantage en lumière les droits des enfants et des adolescents, en tirant parti des possibilités offertes par la nouvelle Constitution.

52. On s'attaquera, dans le cadre de cette composante, aux obstacles entravant la prise en charge spécialisée et la réinsertion sociale des enfants et des adolescents qui ont commis des actes définis comme des crimes dans la législation. On s'attachera en outre à améliorer les capacités des professionnels, des institutions et des acteurs locaux participant aux efforts déployés en ce sens, cette composante contribuant par ailleurs à l'élaboration d'outils socio-éducatifs, de formation et de stratégie de communication.

53. En plus d'encourager la fourniture d'une éducation visant à prévenir la violence dans les écoles et la violence contre les enfants et les adolescents vulnérables, cette composante permettra d'établir des synergies intersectorielles avec la composante santé, le but étant de promouvoir l'adoption de comportements responsables par les pères, les mères et les autres pourvoyeurs de soins ainsi que le développement d'une éducation parentale positive.

54. L'UNICEF collaborera aux niveaux central et local avec le Ministère de la justice, le Ministère de l'intérieur, le Ministère de l'éducation, le Ministère de la culture, le Ministère du travail et le Ministère de la sécurité sociale, ainsi qu'avec les institutions du système judiciaire, le Bureau de l'historien de la ville de La Havane, l'Unión Nacional de Juristas de Cuba, l'Université de La Havane, les centres de référence pour les droits des enfants et des adolescents, les écoles professionnelles, les centres d'orientation féminine et familiale, des groupes de travail intersectoriels des municipalités et des collectivités, des promoteurs culturels et des instructeurs d'art.

### Efficacité du programme

55. Cette composante portera sur la fourniture d'une assistance technique et stratégique à l'appui de la mise en œuvre et de la gestion du programme et, partant, concernera notamment les coûts de coordination du programme et divers éléments transversaux, tels que les collectes de fonds, les interventions d'urgence, l'intégration des questions de genre et des droits, la prise en compte des risques dans les programmes, la gestion des connaissances, la recherche, le suivi et l'évaluation, et la communication.

Tableau récapitulatif du budget

<i>Composante du programme</i>	<i>(Milliers de dollars des États-Unis)</i>		
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Total</i>
Chaque enfant survit et s'épanouit	998	2 880	3 878
Chaque enfant apprend	985	2 035	3 020
Chaque enfant est protégé contre la violence et l'exploitation	984	961	1 945
Efficacité du programme	1 243	709	1 952
<b>Total</b>	<b>4 210</b>	<b>6 585</b>	<b>10 795</b>

### Administration du programme et gestion des risques

56. L'UNICEF suivra les résultats obtenus dans le cadre du programme à l'aide d'indicateurs relatifs à la programmation et à la gestion, en prenant les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les stratégies budgétaires et programmatiques voulues et appliquer les structures de gouvernance définies dans les plans de gestion

annuels. Les efforts déployés en matière de gestion des risques institutionnels permettront d'atténuer les dangers liés à la gestion des approvisionnements, à la collecte de fonds, aux urgences causées par des changements climatiques, des phénomènes naturels ou des épidémies, à l'enjeu financier de la perspective internationale et aux effets de l'embargo économique, commercial et financier ; à l'écologisation du bureau ; et à l'accès à Internet.

57. L'UNICEF participera à la gestion du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, notamment au travers des activités de l'équipe de pays des Nations Unies et du comité directeur, lequel est dirigé par le Ministre du commerce extérieur et de l'investissement étranger et oriente et encadre les travaux du système des Nations Unies à Cuba. Il contribuera en outre activement à la coordination des groupes de travail du Plan-cadre. La gestion axée sur les résultats et l'innovation garantiront la qualité, l'efficacité et l'efficacité du programme.

58. Le présent document donne un aperçu de la contribution de l'UNICEF aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations de l'UNICEF.

### **Contrôle de l'exécution du programme et évaluation**

59. Le suivi et l'évaluation du programme s'appuient sur le cadre de résultats et d'allocation des ressources, qui fournit des informations et des données à l'appui des activités de mise en œuvre.

60. Des réunions d'examen semestrielles et annuelles et des visites de suivi conjointes, coordonnées par le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger avec la participation de responsables du programme, permettront de rendre compte des progrès réalisés et des difficultés rencontrées sur la base des plans de travail annuels. L'UNICEF participera aux travaux du comité de suivi du Plan-cadre de coopération, qui supervisera les activités, plans et initiatives conjoints. L'équipe de pays des Nations Unies surveillera l'application des directives générales et de la résolution [72/279](#) de l'Assemblée générale sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement.

61. Les systèmes administratifs que dirige le Gouvernement faciliteront le suivi et l'analyse au moyen de statistiques sectorielles et territoriales basées sur des indicateurs relatifs aux enfants, l'accent étant mis sur l'aspect géographique de la question ainsi que sur la demande, l'offre et l'utilisation de données désagrégées. L'UNICEF renforcera les capacités de production de données sexospécifiques sur les groupes d'enfants et d'adolescents les plus défavorisés, afin d'éliminer les obstacles à l'égalité des genres.

62. La stratégie de changement de comportement reposant sur la communication pour le développement sera guidée par des enquêtes sur les connaissances, les attitudes et les pratiques, tiendra compte de priorités programmatiques prédéfinies par domaine et sera destinée à des publics cibles spécifiques.

63. Il sera tenu compte, dans la stratégie de gestion des connaissances, des approches, outils et critères utilisés par les experts nationaux de l'enfance ainsi que des contextes de croissance et de développement, le but étant d'accroître la disponibilité de preuves solides. On veillera, dans le cadre du programme, à rendre systématique les rapports statistiques sectoriels et à en assurer la diffusion, de même que celle de l'analyse de la situation sociodémographique réalisée par le Bureau

national de la statistique et de l'information et les divisions de statistique des ministères de l'éducation et de la santé publique, documents auxquels viendront s'ajouter les connaissances des instituts de recherche.

64. Le plan de recherche, de suivi et d'évaluation et le plan d'évaluation chiffré contribueront à renforcer les capacités de suivi, de recherche, d'utilisation des méthodes d'évaluation et d'analyse des sexospécificités et, partant, appuieront la prise de décisions, l'amélioration des politiques existantes relatives aux enfants et le développement et la promotion de l'innovation.

## Annexe

## Cadre de résultats et d'allocation des ressources

## Programme de coopération entre Cuba et l'UNICEF (2020-2024)

<b>Convention relative aux droits de l'enfant</b> : articles 3, 6 et 24
<b>Recommandations du Comité des droits de l'enfant pour Cuba (2011)</b> : 15, 17, 25, 37, 40, 44, 46, 48, 55 et 56
<b>Priorités nationales</b> : Plan national de développement économique et social à l'horizon 2030
<b>Objectifs de développement durable</b> : 2 à 5, 10, 13, 16 et 17
<b>Réalisations énoncées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2020-2024) faisant intervenir l'UNICEF</b> : réalisation 1 : les autorités et les institutions nationales et locales mettent en œuvre des stratégies de développement territorial globales, durables, équitables et inclusives dans le cadre du processus de décentralisation ; réalisation 3 : les institutions, les secteurs et services productifs, les autorités territoriales et les collectivités améliorent la protection et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et des écosystèmes, la résilience aux changements climatiques et la gestion intégrée de la réduction des risques de catastrophe ; réalisation 4 : l'accessibilité et la qualité des services publics et des systèmes de protection sociale et de soins sont améliorées, compte tenu de la dynamique démographique, l'accent étant mis sur les groupes en situation de vulnérabilité ainsi que sur l'égalité des genres et les droits de la personne.
<b>Indicateurs relatifs aux réalisations permettant de mesurer les changements auxquels a contribué l'UNICEF</b> : (données non disponibles actuellement)
<b>Groupes d'objectifs associés au Plan stratégique de l'UNICEF pour 2018-2021</b> : 1. Chaque enfant survit et s'épanouit ; 2. Chaque enfant apprend ; 3. Chaque enfant est protégé contre la violence et l'exploitation.

Réalisations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, données de référence (DR) et cibles (C)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR) (Milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
<b>Chaque enfant survit et s'épanouit :</b> D'ici à 2024, les enfants et les adolescents vivant dans des territoires prioritaires, de même que leur famille, reçoivent des soins de santé et une alimentation de meilleure qualité pour favoriser leur bien-être et leur développement, y	Pourcentage de nouveaux nés vivants pesant moins de 2 500 grammes <b>DR</b> : 5,1 % (2017) <b>C</b> : pourcentage maintenu en dessous de 5 %	Annuaire statistique de la santé	• Les professionnels de la santé de certaines provinces ont acquis des capacités accrues pour ce qui est de promouvoir de meilleures pratiques en matière d'alimentation, le but étant d'encourager une nutrition saine chez les femmes enceintes, les enfants en bas âge et les écoliers de 6 à 12 ans, y	Ministère de la santé publique ; organisations communautaires ; système des Nations Unies ; Institut cubain de radio et télévision	998	2 880	3 878
	Pourcentage d'enfants de moins de 6 mois nourris exclusivement au sein <b>DR</b> : 33,2 % (2014) <b>C</b> : 50 %	Enquête en grappes à indicateurs multiples					

Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, données de référence (DR) et cibles (C)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR) (Milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
compris dans les situations d'urgence.	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans en surpoids <b>DR</b> : 12,1 % (2017) <b>C</b> : 12 %	Poste-sentinelles	compris dans les situations d'urgence. • Les professionnels de la santé de certaines provinces ont acquis des capacités accrues pour ce qui est de fournir des services de soins de santé maternelle et infantile intégrés de meilleure qualité, y compris dans les situations d'urgence. • Les adolescents de certaines provinces sont davantage sensibilisés à la santé personnelle.				
	Pourcentage d'enfants bénéficiant du vaccin contre la rougeole, les oreillons et la rubéole fourni par l'UNICEF <b>DR</b> : 58 % des enfants âgés d'un an (2018) <b>C</b> : 58 % des enfants âgés d'un an	Programme élargi de vaccination					
	Pourcentage d'adolescentes et adolescents âgés de 15 à 19 ans disposant de connaissances étendues sur le VIH <b>DR</b> : 60,3 % <sup>1</sup> (2016) (garçons : 60,8 % ; filles : 59,9 %) <b>C</b> : 90 % (garçons : 89 % ; filles : 90 %)	Enquête sur les indicateurs relatifs à la prévention du VIH					

<sup>1</sup> Bureau national de la statistique et de l'information.



Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, données de référence (DR) et cibles (C)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR) (Milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
<b>Éducation :</b> D'ici 2024, un plus grand nombre de jeunes enfants, d'enfants handicapés, d'adolescents fréquentant une école professionnelle ou de jeunes vivant dans des territoires vulnérables aux catastrophes ont accès à une éducation inclusive, de qualité et pertinente, même dans les situations d'urgence.	Pourcentage de filles âgées de 36 à 59 mois qui suivent un programme d'éducation de la petite enfance <b>DR</b> : 75,9 % (garçons : 75,1 % ; filles : 77,0 %) (2014) <b>C</b> : 95 %	Enquête en grappes à indicateurs multiples, rapport statistique sectoriel	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les éducateurs de la petite enfance sont plus aptes à fournir un enseignement de qualité.</li> <li>Les enseignants et les familles rurales ont les connaissances, les outils et les compétences nécessaires pour fournir des soins éducatifs spécialisés aux enfants et aux adolescents handicapés dans l'enseignement ordinaire, contribuant ainsi à leur inclusion éducative et sociale.</li> <li>Les adolescents qui fréquentent une école professionnelle bénéficient d'un nouveau modèle de formation aux compétences de la vie courante et à l'emploi devant leur permettre d'obtenir un travail décent.</li> <li>Les enfants et les adolescents des communautés vulnérables à de multiples risques ont la possibilité de participer à la conception et à la mise en œuvre des plans de réduction des risques.</li> </ul>	Ministère de l'éducation ; Centre latino-américain de référence pour l'enseignement spécialisé ; Association des personnes handicapées ; Défense civile nationale ; système des Nations Unies ; Institut cubain de radio et télévision	985	2 035	3 020
	Taux d'inscription dans l'enseignement technique et professionnel pour 100 000 habitants <b>DR</b> : 1 465 enfants pour 100 000 habitants (année scolaire 2019/20) <b>C</b> : 1 354 pour 100 000 habitants	Annuaire statistique de l'éducation					
	Nombre d'enfants et d'adolescents handicapés qui étudient dans l'enseignement ordinaire <b>DR</b> : 11 037 (année scolaire 2017/18) <b>C</b> : augmentation annuelle de 5 %, jusqu'à 13 800	Annuaire statistique de l'éducation					

<i>Réalisations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, données de référence (DR) et cibles (C)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR) (Milliers de dollars des États-Unis)</i>		
					<i>RO</i>	<i>AR</i>	<i>Total</i>
<b>Protection :</b> D’ici 2024, un plus grand nombre d’enfants et d’adolescents de groupes et territoires prioritaires bénéficient de services de prévention et de protection de qualité et d’un accès à des espaces exempts de violence.	Pourcentage de femmes et d’hommes convaincus de la légitimité des châtiments corporels pour l’éducation des enfants <b>DR</b> : 4,2 % (2014) <b>C</b> : 50 % de réduction  Proportion d’enfants âgés de 1 à 17 ans, ventilée par sexe et par âge, auxquels des châtiments corporels ou des agressions psychologiques ont été infligés au cours du dernier mois par les personnes qui s’occupent d’eux <b>DR</b> : 36 % (garçons : 36,8 % ; filles : 35,2 %) (2014) <b>C</b> : 10 % de réduction	Enquête en grappes à indicateurs multiples   <					

<i>Réalisations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, données de référence (DR) et cibles (C)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays : Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR) (Milliers de dollars des États-Unis)</i>		
					<i>RO</i>	<i>AR</i>	<i>Total</i>
<b>Efficacité du programme</b>	Nombre d'examens semestriels et annuels <b>DR</b> : un par an <b>C</b> : un par an	Suivi interne de l'UNICEF	La gestion et l'appui opérationnel des programmes, l'intendance des ressources financières et la gestion des ressources humaines aux fins de la réalisation des résultats du programme de pays sont efficaces et efficients.	Interlocuteurs nationaux ; Bureau national de la statistique et de l'information ; système des Nations Unies	1 243	709	1 952
<b>Montant total des ressources</b>					<b>4 210</b>	<b>6 585</b>	<b>10 795</b>